

INETTOYAGE ETHNIQUE EN PALESTINE, FOCUS SUR JÉRUSALEM

SOMMAIRE

Espace refuge et « centre de vie », le camp de réfugiés de Shu'fat	4
Issue des camps de réfugiés, la nouvelle résistance armée	6
Le camp de Jénine terre de résistance	9
Les GL aux côtés des réfugiés Partenariat entre Morlaix Communauté (Finistère) et le camp de réfugiés de Jalazone, contacts prometteurs sur le terrain	11

Drapeaux israéliens plantés dans le quartier musulman de la vieille ville, à Jérusalem-Est occupée, en 2018. Quelque 2 500 colons vivent actuellement dans une centaine d'immeubles dans des quartiers palestiniens de la vieille ville et de ses environs.

(Photo Mersiha Gadzo / Al Jazeera)



Le fil rouge de l'idéologie et de la stratégie sionistes est l'appropriation totale de la terre de Palestine, notamment de Jérusalem dont les sionistes veulent faire leur « capitale éternelle ». Le nettoyage ethnique en est l'instrument essentiel depuis plus de soixante-dix ans.

DANS les premières années du XX^e siècle la colonisation se fait « en douceur », par des achats de terre à de gros propriétaires fonciers palestiniens, et une forme de cohabitation se met en place. Mais l'arrivée massive de nouveaux colons met rapidement en évidence la volonté du mouvement sioniste de s'installer durablement en Palestine¹. Le vol des terres et des ressources s'intensifie au gré de leur arrivée, jusqu'en 1947 et le funeste plan de partage des jeunes Nations unies : 55 % pour le foyer juif promis par le Royaume-Uni en 1917 et 45 % pour les Palestiniens, soudain dépossédés de leur terre et jamais consultés². Selon la résolution 478 des Nations unies, Jérusalem-Est est un territoire occupé et la question de Jérusalem relève du statut final, issu de négociations directes.

1. Après 1917 (déclaration Balfour qui octroie un foyer juif au mouvement sioniste) puis dans les années 1930 quand le nazisme apparaît en Allemagne.
2. La population palestinienne en 1948 s'élève à environ 1 300 000 personnes, les colons à quelque 600 000.

Commence alors la période terrible de la Nakba (officiellement jusqu'en 1949, en fait 1953), des dizaines de massacres, des centaines de villages et quartiers des villes rasés ou partiellement détruits, quelque 800 000 Palestiniens jetés sur les routes de l'exil. Le nettoyage ethnique est en marche et sera intensifié après la guerre de 1967 qui mènera à nouveau au déplacement forcé de centaines de milliers de civils palestiniens, certains pour la deuxième fois, et à l'annexion de Jérusalem. Aujourd'hui la Nakba continue, dans la vallée du Jourdain, au sud d'Hébron sur les terres des Bédouins, à Jérusalem-Est... au rythme de la colonisation : plus de 650 000 Israéliens illégalement installés dans quelque 250 colonies et « avant-postes ».

Israël conteste la notion de nettoyage ethnique. Pourtant un rapport de l'ONU sur les crimes commis dans l'ancienne Yougoslavie le formalise. Le nettoyage ethnique est « une politique délibérée conçue par un groupe ethnique ou religieux pour arracher, par des moyens violents qui inspirent la terreur, un autre groupe ethnique ou religieux de certains lieux géographiques » (*Newsweek*, mai 2021). On y est bien.

Dans la logique coloniale expansionniste d'Israël, le cas de Jérusalem est crucial : il s'agit d'en faire sa capitale « éternelle » (ce qu'il a déjà déclaré unilatéralement en 1980 et n'a pas été reconnu par les autres nations) et, parallèlement, d'empêcher que la partie orientale puisse devenir la capitale de l'État de Palestine prévu par les Nations unies en 1947 et dont on attend toujours la création.

Pour ce faire, le plan directeur de Jérusalem est un outil majeur. Pour « vendre » une Jérusalem moderne, branchée, attractive, il faut le moins de Palestiniens possible. D'où l'encercllement de Jérusalem-Est par des colonies toujours plus grandes et plus peuplées,

SUITE EN PAGE 2

Maale Adummim, Pisgat Ze'ev, Gilo... , qui empêche l'extension de la ville. Ces colonies, le mur d'annexion et le réseau de routes réservées aux colons qui relient les colonies entre elles, induisent la séparation physique de Jérusalem avec les autres villes palestiniennes, comme Bethléem, Ramallah ou Hébron.

JÉRUSALEM ISOLÉE ET JUDÉISÉE.

Et de nouvelles colonies se créent constamment. 2021 a ainsi connu un niveau record d'extension des colonies en Cisjordanie, particulièrement à Jérusalem-Est où elles ont plus que doublé par rapport à 2020. Quant aux colons, l'ONG B'Tselem estime leur nombre à 662 000 à la fin 2020 dont près de 220 000 à Jérusalem-Est. En Cisjordanie (Jérusalem-Est exclue) les colons représentent 13,8% de la population. Leur taux de croissance a augmenté de 42% par rapport à 2010 et a plus que quadruplé depuis 2000 (PFP). Le statut de Rome de la Cour internationale de Justice est formel : la construction de colonies est un crime de guerre qui viole également la Quatrième Convention de Genève. Selon l'Union européenne – E1, Atarot and Lower Aqueduct – posent un sérieux problème. Leur construction déconnecterait les Jérusalémites de grandes zones urbaines palestiniennes, ce qui aurait de graves implications sur la continuité urbaine palestinienne et remettrait en cause une solution à deux États viable. (UE, 2021)

Dans Jérusalem, la judéisation passe par les évictions, les démolitions de maisons, les appropriations sauvages de demeures palestiniennes par des colons, leur violence toujours plus grande, avec la protection de l'armée. En 2021, le gouvernement israélien a décidé d'exercer un contrôle plus strict sur plusieurs parties de Jérusalem-Est et d'allouer 50 millions de shekels, soit 13 700 000 euros, pour se saisir de terres à Beit Hanina et Sur Baher, opération qui doit se terminer en 2025. Ministre de la Justice de 2015 à 2021, Ayelet Shaked déclarait « Nous renforcerons notre présence à Jérusalem-Est. Nous avons déjà commencé à imposer la souveraineté israélienne sur Jérusalem-Est. »



Colons israéliens protégés par la police sur l'esplanade de la mosquée Al-Aqsa en avril 2022.

En 2019, les forces d'occupation israéliennes détruisirent des dizaines de maisons à Sur Baher, village palestinien à cheval entre Jérusalem-Est et la Cisjordanie occupée. « Ces démolitions sont une violation flagrante du droit international et s'inscrivent dans un plan systématique des autorités israéliennes pour déplacer par la force les Palestiniens du territoire occupé. Ces actions constituent des crimes de guerre » selon Saleh Higazi, d'Amnesty International. (Commondreams, 2019)

Selon l'analyste Rasem Obeidat, l'éviction des Jérusalémites des quartiers de Sheikh Jarrar, Batn al-Hawa, Bab-al Asbat, Silwan ou d'autres dans la vieille ville s'inscrit dans un projet de colonisation nommé « le Bassin sacré ». L'occupant ignore même les papiers d'identité des résidents, qui attestent qu'ils sont propriétaires des terres. (*Days of Palestine*, nov. 2020)

CRIMES DE GUERRE. En 2022 à Sheikh Jarrah, Israël est accusé de crime de guerre après l'éviction d'une famille et la destruction de sa maison, et la communauté internationale s'indigne. Tor Wennesland, coordinateur spécial des Nations unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, demande aux autorités israéliennes « de mettre fin à l'éviction des Palestiniens, en application de ses obligations en vertu du droit international, et d'approuver des plans supplémentaires qui permettraient aux communautés palestiniennes de construire légalement et de répondre à leurs besoins de développement ». Elizabeth Warren, sénatrice démocrate du Massachusetts, déclare que « le déplacement forcé de Palestiniens qui résident de longue date à Sheikh Jarrah est révoltant et inacceptable. L'Admi-

nistration [US] doit faire savoir au gouvernement israélien que ces évictions sont illégales et doivent cesser immédiatement ». (*Newsweek*, mai 2021)

Mais les États-Unis et quelques petits États vassaux ont choisi d'intensifier leur soutien à Israël en reconnaissant Jérusalem comme sa capitale, en violation du droit international. Les USA ont transféré leur ambassade de Tel-Aviv, la capitale reconnue internationalement, à Jérusalem. Et le gouvernement israélien a décidé d'allouer 2 milliards de shekels pour renforcer la souveraineté israélienne sur la partie orientale de la ville, ceci en plus d'une allocation de 350 millions pour développer les quartiers juifs autour de la vieille ville. (Imemc, 2018)

Les lieux saints, qui bénéficient d'un régime spécial, sont aussi la cible du projet colonial sioniste. Le Waqf à Jérusalem³ indique que 2022 a connu le plus grand nombre de violations et d'incursions dans la mosquée al-Aqsa. Plus de 48 000 colons israéliens se sont ainsi introduits dans le lieu saint musulman (Memo, décembre 2022). L'incursion provocatrice de Ben Gvir, le nouveau « chef » de la Sécurité nationale d'Israël, délinquant ultranationaliste et colon fasciste revendiqué, sur l'esplanade le 3 janvier 2023 en est un parfait exemple.

3. Dans le droit islamique, le Waqf représente une donation en usufruit sous forme de fondation pieuse, perpétuelle et inaliénable. Dans le cas des lieux saints de Jérusalem, il remonte à Salah ed-Din (Saladin). Sous souveraineté jordanienne, il administre les lieux saints musulmans.
4. « Nous condamnons aujourd'hui la décision des autorités israéliennes, contraire au droit, d'expulser Salah Hamouri vers la France », indique le ministère français des Affaires étrangères dans un communiqué.

Dans la même logique de s'attaquer à la religion chrétienne à Jérusalem, les Palestiniens chrétiens, environ 47 000 personnes aujourd'hui, sont victimes de la politique de ségrégation israélienne, particulièrement depuis l'occupation de 1967 et la construction du mur d'annexion dès 2002. Le mur isole Bethléem de Jérusalem « en s'étendant au sud de la ville vers l'est et l'ouest » et coupe la ville du reste de la Cisjordanie. En conséquence, de nombreuses familles chrétiennes ont préféré quitter la Palestine. (Counterpunch, 2019)

RÉSIDENCE ET ALLÉGEANCE EXIGÉES.

En 2018 le parlement israélien votait la loi raciste et discriminatoire de l'État nation qui décrétait qu'Israël est la patrie des seuls juifs et officialisait ainsi un système d'apartheid. Les autres « nationalités » deviennent donc officiellement des citoyens de seconde zone. Quant à Jérusalem, après la guerre de 1967, les Palestiniens qui y habitaient se voient dotés d'un statut de « résidents permanents » qui les autorise à habiter à Jérusalem-Est. Difficile à faire renouveler et révoquant, cette carte ne leur garantit pas l'accès aux mêmes droits ni aux mêmes services publics qu'aux autres habitants israéliens. Leur statut est soumis à une réglementation exigeante. Ils doivent prouver que Jérusalem est leur lieu d'habitation et de travail. Ceux qui partent à l'étranger perdent leur statut si leur absence dure plus de sept ans.

Dans son discours d'investiture en janvier 2023, Benjamin Netanyahu a déclaré que la loi sur l'État-nation serait maintenue et serait même une priorité : « Le peuple juif a un droit exclusif et indisputable sur toutes les parties de cette terre », indiquant clairement

Les restes de la maison du résistant palestinien Nemr al-Jamal après sa destruction par les troupes israéliennes dans le village de Beit Surik, près de Jérusalem, le 15 novembre 2017. (Photo AFP)
<https://www.middleeasteye.net/fr/reportages/nettoyage-ethnique-comment-israel-chasse-les-palestiniens-du-grand-jerusalem>



à ses alliés qu'ils ne pourraient pas le contraindre à des négociations. L'apartheid est ainsi posé à nouveau comme une évidence officielle, les habitants sont tenus de prêter allégeance à l'État juif et, dans ce contexte, les résidents palestiniens de Jérusalem craignent de perdre leur statut et de ne plus avoir le droit de vivre dans la ville.



Salah Hamouri en 2020 à Ramallah. (Photo Abbas Momani/AFP)

Le cas de Salah Hamouri est emblématique de la politique raciste de dé-palestinisation de Jérusalem. Avocat franco-palestinien de 37 ans, fermement et publiquement opposé à l'occupation de son pays, la Palestine, Salah est soumis depuis vingt ans à un harcèlement politico-judiciaire constant de la part des autorités d'occupation : arrestations, emprisonnements, détention administrative, entraves à la liberté de circuler, espionnage par Pegasus, séparation d'avec sa femme et ses enfants interdits de séjour en Israël, donc en Palestine...

La révocation en octobre 2021 de son statut de résident de Jérusalem, où il est né, a grandi et vit, annonçait le pire. Confirmée début décembre 2022 par la ministre – sortante – de l'Intérieur, la fasciste Ayaled Shaked, pour « défaut d'allégeance » et, malgré des demandes multiples de recours et des démarches – bien molles et tardives – de la France⁴, l'ordre d'expulsion a été signé. Salah a été amené de force, menotté et encadré par des policiers, jusqu'à l'avion pour la France le 18 décembre 2022.

« Cette expulsion est une manœuvre visant à entraver le travail de Salah Hamouri en faveur des droits humains, mais aussi l'expression de l'objectif politique à long terme des autorités israéliennes, qui est de diminuer l'im-

portance de la population palestinienne à Jérusalem-Est », selon Amnesty international et d'autres ONG françaises. Salah, lui, a déclaré : « J'étais en détention administrative, sans aucune charge contre moi, sans accusation et sans jugement. On ne sait pas pourquoi j'ai été emprisonné. Dans ces conditions, le retrait de ma carte de résident n'est que le début... Et qu'en sera-t-il des colons qui tuent des Palestiniens et des soldats qui commettent des massacres tous les jours en Cisjordanie ? La déchéance de nationalité n'est faite que pour effrayer le peuple palestinien et l'obliger à partir. » (I24)

METTRE FIN À L'OCCUPATION. Judéisation forcée de Jérusalem, occupation de la Cisjordanie et blocus de Gaza, emprisonnements arbitraires, meurtres en série, la politique israélienne à l'égard du peuple palestinien n'est faite que de violence coloniale et de violations du droit. La colonisation et cette violence – des colons, de l'armée et de l'État – qui l'accompagne sont des crimes de guerre, comme le système d'apartheid mis en place et qu'il est urgent de démanteler. Les pays garants du droit, complices *de facto* de cette politique coloniale, doivent y mettre un terme au plus vite et imposer le droit pour les Palestiniens d'être libres dans leur patrie, sans domination étrangère sur leur terre.

Mais, pour Miloon Kothari, commissaire des Nations unies, membre de la Commission d'enquête sur les droits humains en Palestine-Israël, « Israël n'a clairement aucune intention de mettre fin à l'occupation. En fait, il a établi des politiques claires pour assurer un contrôle permanent complet sur le territoire palestinien occupé. Cela inclut la modification de la démographie de ces territoires par le maintien d'un environnement répressif pour les Palestiniens et d'un environnement favorable pour les colons israéliens. » Et il ajoute : « Ce n'est qu'avec la fin de l'occupation que le monde pourra commencer à inverser les injustices historiques et avancer vers l'autodétermination des Palestiniens. » (ONU, juin 2022).

Claude LÉOSTIC

Sources : Imemc (2018), Plateforme Palestine, The Irish Examiner (2018), Commondreams (septembre 2019), Counterpunch (2019), Days of Palestine (2020), *Newsweek* (mai 21), UE (2021), MEMO (2022), ONU (juin 2022), I24, *Le Figaro* (décembre 2022)

Un camp de réfugiés palestiniens dans Jérusalem-Est annexée, où ça ? Le camp de Shu'fat fait rarement la une de l'actualité et attire peu l'attention des observateurs étrangers. Furtivement, lorsqu'en avril 2020 on apprend que la municipalité de Jérusalem oublie les quartiers « arabes » dans la lutte contre le Covid-19 et que, pour ouvrir un centre de dépistage dans le camp, une ONG a dû en appeler à la Cour suprême¹. Lorsqu'en octobre 2022 on apprend qu'un blocus de trois jours imposé dans le cadre de la recherche de l'homme qui a tué un soldat israélien prive ses habitants des soins de santé essentiels et de fournitures de base.

Le camp de réfugiés de Shu'fat en 2010.
(Photo Radwan Salhi / Wikipedia)



ESPACE REFUGE ET « CENTRE DE VIE » : LE CAMP DE RÉFUGIÉS DE SHU'FAT

POURTANT, l'histoire du lieu et de ses habitants mérite l'attention. C'est découvrir ainsi le sort singulier réservé à un camp initialement installé pour les réfugiés de 1948, et devenu un refuge pour les Palestiniens résidents de Jérusalem. C'est mettre à nu les mécanismes mis en place par les autorités israéliennes pour étendre leur emprise territoriale sur la ville tout en veillant à conserver une majorité juive. C'est avoir un aperçu des politiques et pratiques du régime d'apartheid israélien depuis 1948 jusqu'à aujourd'hui.

1948-1966. EXPULSÉS, DÉPLACÉS.

Au cours de la Nakba des familles originaires de villages situés à l'ouest de Jérusalem pris d'assaut par les forces militaires sionistes trouvent refuge au sein de la vieille ville, dans l'ancien quartier juif. Elles s'installent dans ce qui devient le camp informel dit Mu'askar. Les autorités jordaniennes, la Croix Rouge internationale puis l'Unrwa (à partir de 1950) organisent l'assistance humanitaire aux réfugiés. Les aides alimentaires sont distribuées dans l'enceinte de Haram Al Sharif (Esplanade des mosquées).

En 1959 le gouvernement jordanien décide de les déplacer vers un site à quatre kilomètres au nord de la vieille ville, et charge l'Unrwa de l'administrer. Le 6 juillet 1966, 450 familles palestiniennes réfugiées sont acheminées en camion, contre leur gré, vers le nouveau camp de Shu'fat. Les aménagements très rudimentaires, inadaptés et insuffisants entraînent des conditions de vie vécues comme humiliantes².

1967-2003. RÉFUGIÉS ET RÉSIDENTS.

En juin 1967 les forces armées israéliennes entrent dans la vieille ville, le quartier des Maghrébins est rasé, de nouvelles familles sont à la recherche de refuges et rejoignent le camp. Jérusalem-Est est annexé en 1980. L'élargissement du périmètre de la municipalité de Jérusalem (qui passe de 5 à 70 km²) a pour effet d'incorporer le camp de réfugiés de Shu'fat dans le territoire d'un nouveau « pays hôte » : Israël !

Comme tous les autres Palestiniens natifs de Jérusalem, les réfugiés sont désormais considérés comme des « résidents permanents » pour une durée de dix ans renouvelable sous condition. Si la carte bleue d'identité israélienne donne droit aux avantages sociaux israéliens, aux services publics et à la participation aux élections municipales, elle n'accorde pas le droit inconditionnel de rester, d'inscrire ses enfants à l'état civil. Le regroupement familial avec des membres de la famille nés en Cisjordanie est impossible. En revanche, les résidents sont soumis aux impôts locaux et taxes.

Ce statut de résident est créé pour ne pas accorder la citoyenneté israélienne à ces populations dites arabes. Pour conserver ce « titre de séjour » des critères sévères sont imposés, qui ont de graves répercussions sur la vie de tous les habitants palestiniens vivant dans le périmètre de la municipalité : ne pas quitter sa ville au-delà de sept ans, et faire la preuve qu'elle est son « centre de vie » en fournissant une multitude de documents. 14 640 révocations ont été prononcées depuis 1967 par le ministre

de l'Intérieur israélien. La crainte de perdre son droit de résidence pousse nombre de Jérusalémites à migrer vers des quartiers où ils pourront fournir les preuves exigées³.

À partir de 1967, les outils de planification urbaine deviennent les principaux procédés de manipulation démographique au service de l'objectif sacro-saint du ratio 70 (juifs) / 30 (arabes). Le Jérusalem Master Plan 2000-2020 suivi du Master Plan 2020-2030 favorisent à marche forcée la colonisation et son corollaire : le transfert des populations palestiniennes. En refusant les permis de construire aux Palestiniens, en excluant leurs quartiers des zones d'aménagement, une sévère crise du logement suscite la migration de Jérusalémites vers des quartiers aux loyers plus abordables. Les expropriations, expulsions et destructions de maisons, manu militari, poussent les familles déplacées de force vers ces mêmes quartiers de plus en plus peuplés et en périphérie : Kafr Aqab, camp de Shu'fat, au nord, Wallajah au sud⁴.

2004. RÉSIDENTS ET SÉPARÉS.

Le tracé du mur de séparation est minutieusement défini pour incorporer le maximum de colonies au sein de la municipalité de Jérusalem, et pour exclure les quartiers arabes de Kafr Aqab-Semiramis, Ras Kamis, Shu'fat camp, Ras Shehadeh, Dahiat al Salaam, Al Wallajah. Cependant leurs habitants sont toujours considérés comme résidents de Jérusalem. Les habitants de Kafr Aqab devant franchir celui de Qalandia, un seul checkpoint, pour les

piétons et les véhicules, est ouvert pour le camp de Shu'fat. Des milliers d'habitants sont contraints de le franchir quotidiennement, subissant contrôles stricts et humiliations⁵.

La position de ces quartiers au-delà du mur a un autre effet : attirer des Palestiniens de Cisjordanie qui rejoignent leurs conjoint·e·s ou parents résidents de Jérusalem (le regroupement familial leur étant refusé) en profitant de l'absence de contrôles.

Un article de loi vient préciser que ces quartiers sont désormais « déconnectés », afin d'officialiser non pas le renoncement au territoire mais la cessation définitive des services municipaux pour leurs habitants⁶. Près de 100 000 « Arabes » sont cyniquement éjectés. La même année, le Plan Trump prévoit un « échange de territoires » et ces quartiers sont, sans surprise, désignés. Mais cette option ne fait pas l'affaire de l'extrême-droite, qui n'entend pas céder une seule parcelle de territoire conquis. Le principe est clair : garder le territoire sans ses habitants !

2023. RELÉGUÉS ET PRÉCARISÉS. La coupure avec Jérusalem atteint violemment la vie quotidienne des Palestiniens, réfugiés et non réfugiés, relégués de l'autre côté du mur. Les accès aux services de santé, aux établissements scolaires, aux lieux de travail, à la vie culturelle et culturelle sont considérablement compliqués par l'unique checkpoint, passage obligé.

Déjà négligés avant l'érection du mur, les habitants sont désormais complètement privés des prestations des services municipaux : voirie, assainissement, eau potable, collecte des ordures, écoles, état civil, sécurité, urbanisme. Abandonnés, ces quartiers ne disposent ni de caserne de pompiers, ni de poste de police, ni de service d'urgence, ni d'hôpital local. Les conséquences sociales et sanitaires sont considérables, et cette absence d'institutions a de lourdes répercussions pour la population, notamment en matière de criminalité⁷.

Alors que les permis de construire sont systématiquement refusés à l'intérieur du mur, les constructions au-delà ne sont absolument pas contrôlées. Profitant de l'afflux toujours plus nombreux de Palestiniens en recherche de logements peu chers, des entreprises

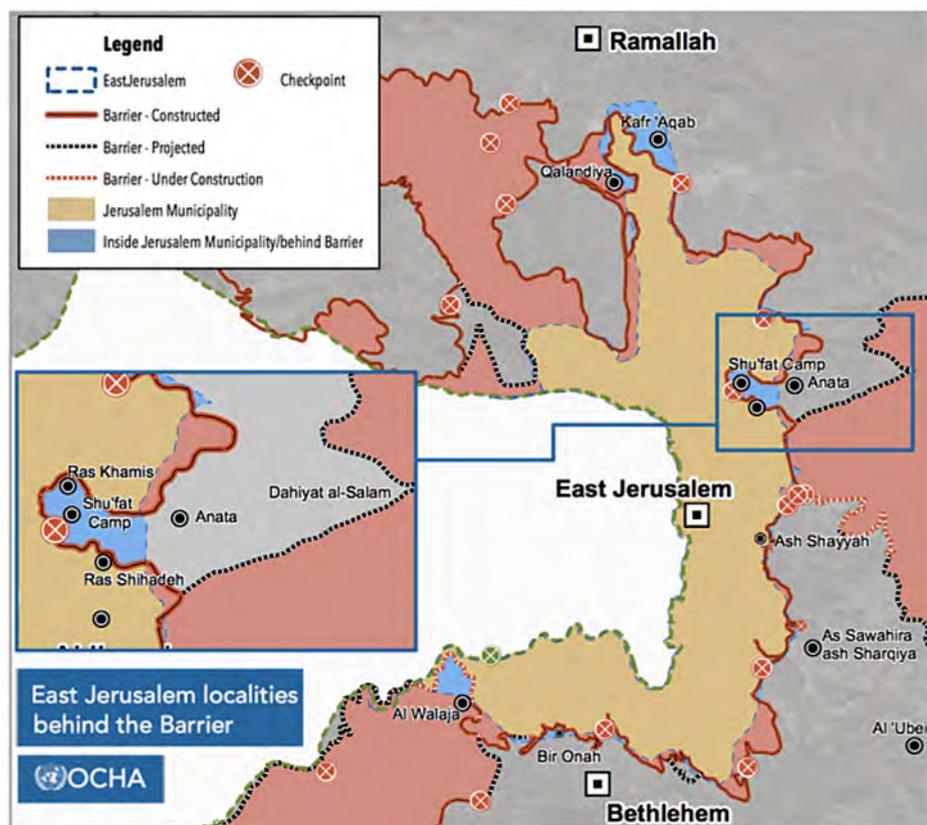
profitent de la situation et construisent des bâtiments de cinq à dix étages sans respect des normes antisismiques, sans considération de l'insuffisance des infrastructures d'eau potable et d'assainissement. Les risques liés à ces constructions qui menacent Kafr Aqab et autres quartiers alentours ont fait l'objet d'une alerte très documentée⁸. Sans effet : Le gouvernement et la municipalité de Jérusalem se débarrassent purement et simplement de leurs résidents « arabes », mais interdisent toute intervention de l'Autorité palestinienne.

ET L'UNRWA ? Au sein du camp de Shu'fat, l'agence de l'ONU maintient avec difficulté ses prestations pour les 12 000 réfugiés enregistrés, sur 24 000 habitants estimés. Dans la fiche de présentation publiée sur son site, l'Of-

fice déclare gérer... trois écoles et un centre de santé. Il a tenté de limiter le nombre d'étages autorisés pour chaque bâtiment surélevé, a mis en place un service d'enlèvement des ordures (qui étaient brûlées sur place) mais il est dépassée par l'afflux massif de nouveaux arrivants.

Le camp de Shu'fat est devenu un lieu de vie (de survie) où se côtoient près de 50 000 personnes⁹ : réfugiés de 1948 et 1967, Jérusalémites déplacés et conjoints clandestins nés en Cisjordanie, enfants sans état civil. Avec pour seul horizon le mur et la colonie de Psigat Zev, en supportant des conditions de vie très difficiles, des milliers de familles ont opté pour cette solution qui leur permet de rester à Jérusalem, en Palestine. Jusqu'à quand ?

Odile KADOURA



1. Salomé Parent, « À Jérusalem », *Ouest-France*, 28 avril 2020, et Laurent Perpigna Iban, « À Jérusalem, des Palestiniens livrés à eux-mêmes », *Politix*, 22 avril 2020.
2. Kjersti G. Berg, « Mu'askar and Shu'fat, retracing histories of two Palestinians refugees camps, Jerusalem », *Institute of Palestinian Studies* n°88, 2021. tinyurl.com/yc7c8cnu
3. Ir Amim (City of People), « Displaced In Their Own City. The Impact of Israeli Policy in East Jerusalem on the Palestinian Neighborhoods of the City beyond the Separation Barrier », juin 2015. tinyurl.com/bdfeavk3
4. Ir Amim, *ibidem*, première partie, chapitre E.
5. *Ibidem*, deuxième partie, chapitre E. Checkpoints.
6. René Backmann, « Le "Grand Jérusalem" de Netanyahu est prêt », *Mediapart*, 19 avril 2018.
7. Laurent Perpigna Iban, *op. cit.*
8. Ir Amim, *op. cit.* Voir aussi Human Rights Watch, « A Threshold Crossed », avril 2021, p.125.
9. Estimation variable selon les sources, impossible à vérifier du fait de l'absence de recensement.

La Cisjordanie connaît depuis le début 2021 une recrudescence de la résistance populaire, suivie quelques mois plus tard de l'émergence de nouveaux groupes de résistance armée qui suscite une forte adhésion dans la population palestinienne. Ce contexte insurrectionnel, en réaction à la violence coloniale israélienne, apparaît sur fond de blocage politique exacerbé par l'annulation fin avril 2021 des élections législatives et présidentielle palestiniennes et les campagnes de répression ordonnées par l'Autorité palestinienne contre des militants palestiniens, au nombre desquels Nizar Banat, célèbre opposant, tabassé à mort. Certains observateurs se demandent si la troisième intifada est en cours. C'est notamment le cas de ceux de la presse arabophone qui ont particulièrement retenu notre attention.



Funérailles de Salah Briki, 19 ans, tué lors d'affrontements lorsque l'armée israélienne a attaqué Jénine pour arrêter des militants résistant au colonialisme et à l'occupation, camp de Jénine, 21 octobre 2022. (Photo Anne Paq / Activestills)

ISSUE DES CAMPS DE RÉFUGIÉS, UNE NOUVELLE RÉSISTANCE ARMÉE

RAPPELONS une série de faits qui ont précédé « l'intifada de l'Unité » du mois de mai 2021. Des expulsions ou menaces d'expulsion ont touché des dizaines de familles dans Jérusalem-Est (Cheikh Jarrah, Silwan...) mais également dans la Palestine historique, en particulier à Jaffa et Oum Fahm, ainsi qu'à Masafer Yatta en Cisjordanie. Les populations concernées étaient en alerte permanente lorsqu'en fin de Ramadan, fin avril, des colons et des soldats israéliens ont attaqué la mosquée al-Aqsa à Jérusalem où des centaines de fidèles se rassemblaient la nuit pour prier. C'était la provocation de trop qui a déclenché le soulèvement non seulement des Palestiniens de Jérusalem occupée, de Cisjordanie et de Gaza mais singulièrement aussi de ceux d'Israël. En réaction à ces attaques de colons, des tirs de roquettes ont été lancés de Gaza entre le 10 et le 21 mai.

Al Jazeera rapporte dans un article les propos de différents analystes selon lesquels cette riposte de Gaza, appelée la « bataille seif al-Quds » marquerait un « point de rupture stratégique » dans le sens où c'est la direction de la résistance armée qui avait la maîtrise de l'action, déterminé la date et touché Israël dans sa profondeur. L'objectif n'aurait pas été, comme lors des précédentes répliques, la levée du blocus et la défense de la Bande de Gaza mais bien de montrer qu'elle est partie intégrante de la question de Palestine et de la défense de celle-ci et d'al-Quds en particulier. Selon eux, l'« unité des espaces », la concordance et simulta-

néité des différentes formes de résistance en est l'expression. Le peuple palestinien dans toutes ses composantes s'est révélé uni comme jamais durant les soixante-dix dernières années. Et le sentiment d'invincibilité des Israéliens n'a jamais été autant mis à mal. Une nouvelle conscience et une nouvelle génération de résistants sont apparues¹.

EN DÉCLIN APRÈS OSLO. Le journal palestinien *al-Hadath* rappelle que le déclin de la résistance armée en Cisjordanie s'est déroulé très progressivement à partir des accords d'Oslo en 1993, suivi de l'« accord d'apaisement » entre les différents partis et l'occupant en 2005. En 2007, l'Autorité palestinienne (AP) a promulgué un décret interdisant tout groupe armé et s'en est suivi une vague d'arrestations importante de combattants et de militants. Il a fallu toutefois attendre 2009 et l'élimination par l'armée israélienne des dernières

brigades armées, en particulier celles affiliées au Jihad islamique, pour sonner la fin d'une lutte armée organisée. L'AP pour sa part a su développer un discours d'opposition au choix des armes, lequel mettrait en péril le système politique et la stabilité.

Après 2009, selon *al-Hadath*, sont apparus des petits groupes indépendants, notamment affiliés aux Brigades al-Qassam du Hamas. Leurs actions n'ont toutefois pas pu influencer sur le cours des événements mais ont, d'une part, entraîné des opérations armées individuelles et, surtout, persuadé les dirigeants des différentes fractions que la situation sécuritaire en Cisjordanie ne permettait pas de développer une résistance armée centralisée. Les points faibles étant, entre autres, le manque de protection militaire et de lieux de repli sécurisés. L'apparition de ces petits groupes ne pouvait en conséquence qu'être éphémère.



Un manifestant à Ramallah tient une pancarte sur laquelle on peut lire « Le régime veut la chute du peuple », le 24 juin 2021, après la mort de Nizar Banat, connu pour ses critiques des dirigeants de l'AP, qui avait été arrêté plusieurs fois par les forces de sécurité palestiniennes (Photo Shatha Hammad/MEE)

CONTRE L'ARMÉE D'OCCUPATION. En mai 2021, Jamil al-Amouri se présente à la tête d'un groupe armé qui, au nom du Jihad islamique du district de Jénine, adresse un message à la Cisjordanie dans lequel il appelle à se battre contre l'armée d'occupation à chacune de ses intrusions et d'attaquer les colons. Cette déclaration ouvre, selon *al-Hadath*, une nouvelle étape dans la confrontation avec l'occupant, d'abord à Jénine et son camp de réfugiés. Al-Amouri est tué un mois plus tard, en même temps que deux membres des services de renseignements militaires palestiniens.

Mais la dynamique est lancée et apparaissent au fil des mois plusieurs groupes encouragés également par l'évasion spectaculaire, en septembre 2021, de six combattants de la prison de haute sécurité israélienne Gilboa. La katiba (bataillon) de Jénine annonce officiellement sa création à ce moment dans le but d'organiser la défense des évadés originaires de Jénine, agissant sous la tutelle de la brigade al-Qods affiliée au Jihad islamique. Très rapidement d'autres groupes de combattants voient le jour, la plupart originaires du Fatah, agissant dans le camp mais également à l'extérieur².

RENAISSANCE APRÈS MAI 2021. Cette nouvelle vague de résistance s'étend rapidement vers d'autres villes et camps où se forment des groupes de jeunes combattants entraînés et armés par les membres de fractions traditionnelles. Ils sont à la fois constitués de combattants aguerris, pour nombre d'entre eux d'anciens membres des services militaires palestiniens ou de brigades armées, mais également de nouvelles recrues inconnues des services israéliens. Ces formations se distinguent par leur relative indépendance, leur mobilité, mais surtout par leur caractère offensif. Elles sont parvenues à construire un réseau qui pousse à la constitution de groupes dans d'autres régions, notamment dans le nord de la Cisjordanie.

À Jénine, selon une étude publiée par *Al-Mayadeen*, la katiba évoquée ci-dessus aurait conclu une alliance avec les brigades d'Al-Aqsa (Fatah) en septembre 2021 et compterait entre 150 et 180 combattants. Son rayon d'action s'étendrait du camp de réfugiés aux villages environnants, et elle coopérerait avec les groupes de Naplouse et Tulkarem³.

Sa force, selon un autre analyste, est d'avoir tiré des leçons de l'expérience à Gaza en fédérant des combattants de toutes les fractions présentes sur place et en créant une instance de coordination opérationnelle qui mutualise les moyens et la logistique, organise des entraînements et planifie les actions. Le lien avec Gaza est si fort que la direction de la résistance de Gaza a menacé de représailles l'armée israélienne en cas d'attaque du camp de Jénine⁴.

La katiba de Naplouse est basée dans le camp de réfugiés, Balata, composé

d'un enchevêtrement d'immeubles qui rend le contrôle de l'AP et de l'armée israélienne très difficile. Elle compterait entre 120 et 150 combattants et s'étendrait également vers le camp Mu'askar et la vieille ville de Naplouse. Elle fait son apparition en tant que formation militaire organisée et armée en mai 2022, lors d'un affrontement entre des dizaines de colons et des centaines de jeunes Palestiniens au niveau du tombeau de Yusuf/Joseph. La katiba de Tulkarem serait, elle, constituée de 30 à 40 membres et se déploierait entre la ville, les villages environnants et le camp Nour al-Shams⁵.

Photo de groupe d'hommes armés des branches militaires du Fatah, du Hamas et du Jihad islamique sur une place du camp de Jénine, le 18 août 2021. (Photo AFP)



Au nord-est, à Toubas, s'est également implanté une katiba qui a fait son apparition publique en septembre 2022, lors de l'attaque d'un camion militaire à un checkpoint, ce qui symboliquement ouvrait un front dans la Vallée du Jourdain, en pleine zone C particulièrement contrôlée par l'armée israélienne et les colons.

LES COLONS CIBLÉS. Dans le centre et le sud de la Cisjordanie, notamment à Ramallah, il est régulièrement fait état d'opérations armées ciblant des bus de colons, les entrées des colonies ou les checkpoints militaires. L'auteur de l'étude rapporte que de nombreux observateurs supposent l'existence d'une katiba qui agirait à Ramallah mais de façon clandestine en raison de la répression qui s'abattraît sur elle⁶. Au début décembre 2022, la katiba as-Sumu', localisée au sud-est d'Hébron, a adressé un message virulent à l'AP lui intimant de cesser les arrestations

de combattants qui ont pour objectif d'entraver « le feu dirigé contre l'occupation »⁷.

Il n'est pas possible dans le cadre de cet article d'énumérer les multiples actions armées, les plus importantes d'entre elles ont été médiatisées en France. Le centre d'informations *Palestine Mo'ta*, qui répertorie toutes les violations, attaques des militaires et des colons mais également les actions de la résistance armée, a constaté une recrudescence spectaculaire entre 2021 et 2022. Alors qu'en 2019 le nombre d'opération de tirs d'armes est de 38, il est en 2022 de 848. L'emploi d'engins

explosifs est passé de 87 à 222. Le nombre d'Israéliens tués lors des opérations armées est passé de 4 en 2021 à 31 en 2022, tandis que 525 ont été blessés⁸. L'essentiel des actes consiste en des jets de pierres, incendies de pneus, etc.

Les violences israéliennes contre les Palestiniens ont atteint le niveau le plus élevé depuis 2005. Le ministère de la Santé palestinien comptait 224 morts (53 à Gaza et 171 en Cisjordanie) jusqu'au 26 décembre 2022. Contrairement aux attentes des autorités de l'occupation de voir la résistance armée s'affaiblir en raison des assassinats

1. <https://tinyurl.com/bdhrjtjf>
2. <https://www.alhadath.ps/article/159400>
3. <https://tinyurl.com/4nk67yym>
4. <https://tinyurl.com/mr3s7r7n>
5. <https://tinyurl.com/4xe7r6dm>
6. <https://tinyurl.com/ymrpv7av>
7. <https://safa.ps/p/342034>
8. <https://mo3ta.ps/?p=3932>

ciblés de combattants, celle-ci n'a pas fléchi⁹. En ce début d'année, déjà près d'une trentaine de morts ont été comptabilisés du fait de liquidations par l'armée israélienne.

L'APPARITION SPECTACULAIRE DU REPAIRE DES LIONS. En septembre 2022 est apparu à Naplouse un nouveau groupe armé qui a beaucoup fait parler de lui tant ses apparitions et actions étaient spectaculaires. Le Repaire des lions ('Areen al-Ousoud)¹⁰ a annoncé sa création en précisant qu'il dépassait les divergences politiques et idéologiques des différentes factions pour combattre l'occupation israélienne et non l'Autorité palestinienne. Le quotidien libanais *al-Akhbar* considère que ses faits d'armes (notamment ses attaques de militaires qui se sont soldées par des morts et des blessés) ont suscité dans la population un grand respect et un fort soutien, et que leurs consignes sont largement suivies qu'il s'agisse des lieux de manifestations et d'affrontements avec l'armée israélienne ou le fait d'incendier des pneus pour brouiller le fonctionnement des drones. Leur appel à la grève générale le 12 octobre dernier pour soutenir le camp de Shu'fat assiégé par les forces d'occupation, a été très suivi.

Selon *al-Akhbar*, les médias israéliens rapportent que l'influence de ce groupe est grand et il cite *Channel 13* qui affirme qu'il « a menacé la sécurité d'Israël et la stabilité de l'Autorité palestinienne plus que toutes les autres factions », et qu'il « encourage et pousse également à la violence dans toutes les régions, en Cisjordanie et même à Jérusalem ».

Craignant qu'il ne fasse des émules dans d'autres villes, l'armée israélienne a eu vite fait de liquider ses dirigeants, tuant cinq combattants le 25 octobre, mais rapidement de nouvelles figures ont percé. Ne parvenant pas à venir à bout du groupe, elle est passée à la répression collective, annulant par exemple les permis de travail en Israël de 164 membres de familles de combattants de Naplouse.

L'Autorité palestinienne est sommée d'en finir avec ce groupe mais, devant son incapacité à le faire, elle a promis à ses membres de ne pas les inculper en contrepartie d'un abandon définitif des armes. Ce marchandage ne portant pas ses fruits, l'armée israélienne est passée



Des Palestiniens protestent contre la fermeture de la région de Naplouse et tentent de retirer un monticule de terre érigé par les forces israéliennes à Deir Sharaf, à l'ouest de Naplouse, le 20 octobre 2022. La punition collective est une pratique fréquemment utilisée par Israël contre les communautés palestiniennes à la suite d'actions de résistance contre la colonisation et l'occupation israéliennes. Il n'y a pas une telle politique pratiquée contre les colons. (Photo Anne Paq / Activestills)

au blocus de la ville et à la surveillance permanente de son ciel avec des drones, ce qui n'a toutefois pas empêché les opérations contre ses soldats¹¹.

L'UNITÉ DES FRONTS. La lutte s'organise autour de principes de base : l'ennemi principal est l'occupant et les droits des Palestiniens ne peuvent être recouverts que par la résistance, notamment armée. Comme nous l'avons vu, la résistance, armée ou non, s'étend à toutes les régions de la Palestine historique et semble offrir une nouvelle perspective en raison notamment de l'absence de solution dans l'état de blocage total actuel¹².

Cependant, cette résistance telle que nous l'observons ces derniers mois ne pourrait perdurer sans le concours de la population. Dans une analyse montrant la continuité des formes de soutien populaire à la lutte armée de 1936 à nos jours, une journaliste rapporte que le 19 octobre, une demi-heure après un appel lancé par le Repaire des lions, des dizaines de combattants et des milliers d'habitants de la vieille ville de Naplouse sont sortis dans les rues, brandissant l'armée au cri de « Allahu akbar ».

Et cet appel a retenti et a été suivi dans d'autres régions de Cisjordanie, jusqu'à Gaza. Elle rappelle également que lorsque l'armée poursuivait un jeune Palestinien accusé d'avoir tué le 8 octobre une soldate au checkpoint proche du camp de Shu'fat à Jérusalem, des dizaines de jeunes à Hébron, Bethléem et Jérusalem se sont rasés la tête pour entraver son identification par des avions de reconnaissance qui survolaient le camp. Lorsque des jeunes hommes se téléphonaient, ils

se présentaient avec le nom du recherché pour brouiller les pistes et tentaient également de désorienter les avions avec de fausses informations transmises à la police. La « protection populaire » est aussi une affaire de femmes qui, par exemple pour prévenir les jeunes de l'arrivée des soldats, font des bruits spécifiques (takataka) passant d'un immeuble à l'autre¹³. Ou laissent ouvertes les portes de leurs lieux de travail ou logements pour qu'ils puissent s'y réfugier.

L'évolution qualitative de la résistance armée ces deux dernières années et sa propagation a progressivement motivé la population à s'engager plus fermement. Elle constitue un socle de protection qui revêt différentes formes : à Jénine c'est le camp de réfugiés qui offre la sécurité aux combattants, à Naplouse cette fonction est remplie par la vieille ville et le camp de Balata, tandis que dans le camp de Shu'fat ce sont les jeunes. Les frontières des camps sont abolies, les groupes armés et les populations s'impliquent où ils peuvent. Cette convergence des fronts et des lieux de luttes fait craindre à l'occupant une nouvelle intifada et la perte de contrôle de la situation. À l'instar des autres expériences coloniales, sa supériorité militaire et la fascisation de son gouvernement ne sont pas une garantie de succès.

Salima MELLAH

9. <https://tinyurl.com/5nr2vryc>

10. En hommage à Ibrahim al-Nabulsi, un jeune combattant surnommé le « lion de Naplouse » abattu début août 2022 par Israël.

11. <https://al-akhbar.com/Palestine/347274>

12. <https://tinyurl.com/4ceduu4s>

13. <https://tinyurl.com/vsx2ydx>

LE CAMP DE JÉNINE, TERRE DE RÉSISTANCE

L'AFPS44 entretient une coopération avec le camp de Jénine depuis octobre 2003, quelques mois après l'attaque meurtrière de ce camp par l'armée israélienne d'occupation. En dehors de la parenthèse du Covid, les échanges sont réguliers et les visites sont programmées, dans un sens ou dans l'autre, au moins une fois par an. En octobre 2022, une délégation de 15 personnes a séjourné deux jours dans des familles du camp.

ACCUEILLIS par des responsables, nous observons, dès l'entrée du camp, une tension inhabituelle : la route principale est barrée de chevaux de frise reliés par une chaîne. « C'est pour la sécurité car désormais les raids de l'armée israélienne peuvent intervenir à tout moment du jour ou de la nuit » nous précise-t-on en ajoutant : « Ne prenez pas de photos des jeunes en armes ».

Il est dix heures du matin. Accompagnés par des Palestiniens amis, nous traversons le camp ; au premier carrefour, un groupe de jeunes hommes en armes est posté. Cependant, malgré cette scène qui ne nous rassure pas, nous sommes surpris de voir les associations que nous visitons mener leur activité habituelle. Comme ce sont les vacances d'automne, les enfants sont dans la rue ou participent aux activités de loisir. Continuer à vivre presque normalement, c'est aussi résister.

UNE RÉSISTANCE MULTIFORME. La résistance est ancrée depuis longtemps dans le camp de Jénine et, au cours du temps, elle a pris différentes formes. Les habitants ont été très actifs dans la première Intifada. Quelques années plus tard, Arna Mer Khanis¹ ouvrait un Centre éducatif alternatif pour permettre aux enfants d'évacuer par le théâtre et l'expression culturelle la violence de l'occupation à laquelle ils sont confrontés.

Ces enfants, devenus adultes en 2002, connaîtront la destruction partielle du camp par l'armée israélienne et le massacre qui s'en est suivi. Ils vont alors prendre les armes et plusieurs seront assassinés.

Zakaria Zubeidi, un des survivants, est une figure emblématique

qui représente les formes successives de la résistance à Jénine. Lors de la deuxième Intifada, il devient le leader des Brigades des martyrs d'Al Aksa, branche armée du Fatah. Il est alors considéré comme « l'ennemi public numéro 1 » par Israël. En désaccord avec la politique du Fatah et à l'occasion d'une amnistie, en 2007, il va déposer les armes et s'engager dans la résistance culturelle comme animateur du Théâtre de la Liberté. En

1. Arna était une militante juive israélienne installée dans le camp de Jénine, connue pour son engagement auprès des Palestiniens, en particulier des enfants. Elle fonda en 1993 le Stone Theatre (en souvenir de l'Intifada des pierres), détruit en 2002 par les chars israéliens. En 2006, un de ses fils, Juliano, fera renaitre son rêve en créant le Freedom Theatre.



Sculpture monumentale à l'entrée du camp de Jénine, fabriquée avec des tôles d'ambulances écrasées par les chars israéliens lors de l'attaque d'avril 2002.

« JANVIER 2023, LE MOIS LE PLUS SANGlant EN CISJORDANIE DEPUIS 2015 »

Le ministère palestinien de la Santé a déclaré que « janvier 2023 est le mois le plus sanglant en Cisjordanie depuis 2015 » : Trente-cinq Palestiniens ont été tués, dont huit enfants, par les tirs des forces d'occupation israéliennes et des colons illégaux. La Cisjordanie occupée et Jérusalem sont le théâtre d'affrontements intenses avec les forces d'occupation, en particulier à la suite de l'agression contre Jénine et son camp le 26 janvier, qui a entraîné la mort de dix Palestiniens, dont une femme âgée, vingt-neuf blessés, des quartiers du camp dévastés... Portant à vingt le nombre de combattants et de civils tués depuis le début de l'année à Jénine. Le 30 janvier, c'est à Hébron que Nassim Abu Fouda, 26 ans, a succombé après avoir été abattu d'une balle dans la tête. Selon le ministère de la Santé, « les blessures enregistrées sur les corps des martyrs ont révélé que toutes les fusillades étaient concentrées dans les parties supérieures de leurs corps, principalement à la tête ».

Voir le communiqué de l'AFPS, « De Jénine à Jérusalem : l'urgence de justice et de la fin de l'occupation », qui contextualise l'attaque contre des colons de Neve Yakov, dans Jérusalem-Est illégalement annexée, le vendredi 27 janvier. Son auteur, un jeune Palestinien qui a lui-même été tué par les forces israéliennes, portait le nom de son grand-père assassiné en 1998 par un colon juif qui n'a jamais été arrêté.

www.france-palestine.org/De-Jenin-a-Jerusalem-l-urgence-de-justice-et-de-la-fin-de-l-occupation



Funérailles de neuf Palestiniens, pour la plupart des civils, tués par les forces coloniales israéliennes dans le camp de réfugiés de Jénine lors d'un raid visant un groupe de résistance armée, le 26 janvier 2023. (Photo Wahaj Bani Moufleh / Activestils)

2019, il est arrêté par Israël. En 2021, il participe à une évasion spectaculaire de la prison israélienne de Gilboa, en compagnie de cinq autres prisonniers, tous de la région de Jénine, qui seront repris une semaine plus tard. Modèle pour beaucoup de jeunes, Zakaria porte toutes les interrogations sur la meilleure stratégie de résistance.

RÉPRESSION VIOLENTE ET ACHARNÉE DE CERTAINES FAMILLES. Les autorités israéliennes, en qualifiant de « nid de guêpes » le camp de Jénine, trahissent leur inquiétude de voir se renforcer la résistance à l'occupation. Ceci explique leur acharnement à cibler violemment les jeunes en particulier, dont plus de quarante ont été tués depuis le début de 2022². Il n'y a pas une seule famille qui n'ait un de ses membres prisonnier ou quelqu'un qui ait été tué par l'armée, et ce sont parfois des familles entières qui sont visées, soumises à des punitions collectives à répétition. à l'exemple de la famille Khazem.

En avril 2022, Raed Khazem, originaire de Jénine, a mené à Tel Aviv une opération qui s'est terminée avec des morts et des blessés israéliens. Son père, Fathi Khazem, a non seulement refusé de condamner le geste de son fils, mais il a appelé à poursuivre la résistance : défi impardonnable pour Israël de la part d'un ancien membre des services de sécurité de l'Autorité palestinienne. Il semble d'ailleurs que des membres de la police palestinienne participent aux opérations de tir contre les raids militaires israéliens.

Le 28 septembre 2022, les forces israéliennes investissent le camp à la recherche de Fathi, qui n'a pourtant jamais participé à des actions armées. Faute de le trouver, ils entourent sa maison et commencent à la détruire à l'aide d'un missile antichar qui provoque un incendie. Des Palestiniens ripostent et, dans les combats, quatre jeunes sont tués dont un autre fils de Fathi. En réaction, une grève générale a été déclenchée dans toute la Cisjordanie.

LA RÉSISTANCE AU CŒUR. Qu'ils s'engagent dans l'action culturelle, l'action sociale, ou prennent les armes, les jeunes sont mêlés à la population du camp qui les soutient. L'été dernier,

l'armée israélienne y a mené de nombreux raids meurtriers. Au cours de l'un d'eux, pendant les affrontements, en plein jour, les femmes ont laissé ouverte la porte de leur Centre pour permettre éventuellement aux jeunes menacés de se mettre à l'abri. « Ce sont nos enfants, ils nous défendent et nous les soutenons » nous déclare l'une des responsables.

Les enfants plus jeunes sont également confrontés à la violence : quand un jeune de vingt ans est tué, on en parle dans la cour de l'école car il était un grand frère ou un voisin et tout le monde le connaissait. Les enfants grandissent dans l'admiration de l'engagement et du sacrifice de leurs aînés, mais cette ambiance n'est pas sans provoquer des traumatismes.

HONORER LES « MARTYRS » ET RÉPARER LES VIVANTS. Depuis la deuxième Intifada, les posters des jeunes assassinés par l'armée d'occupation, devenus martyrs, recouvrent les murs du camp. Son entrée est marquée par la sculpture monumentale d'un cheval fabriquée avec des tôles d'ambulances écrasées par les chars israéliens lors de l'attaque d'avril 2002.

Cette année, nous découvrons autour du cheval une construction de blocs de béton ornés de photos sur céramique représentant la mère et deux frères de Zakaria Zubeidi, assassinés par l'armée d'occupation. Cette installation pérenne manifeste la volonté d'ancrer la résistance comme emblème du camp. Un autre mémo-

rial affiche des photos de Shireen Abu Akleh, journaliste palestinienne, à l'emplacement où elle fut tuée par un sniper israélien le 11 mai dernier.

Parallèlement, plusieurs institutions du camp s'engagent pour réparer les dégâts de l'occupation sur la population. L'association Al Jaleel procure ses soins aux handicapés : prothèses pour les amputés et suivi des enfants atteints de paralysie cérébrale. Le Théâtre de la Liberté pratique une thérapie fondée sur le théâtre, tandis que la Maison chaleureuse accueille au Centre des femmes une trentaine d'enfants en difficulté sociale, économique ou psychologique.

À Jénine, cette génération née après le massacre de 2002 situe son engagement dans la continuité de la résistance de ses aînés, ce qui lui donne une force symbolique. Cette action est renforcée par un soutien de la population et tout un réseau d'associations. Et par la résistance armée qui se développe ailleurs, à Naplouse, Hébron ou Bethléem.

Pierre LEPAROUX

2. Depuis un an, l'armée israélienne intervient presque chaque semaine dans le camp et ses alentours, faisant des morts et des blessés, et procédant à des arrestations. Huit jours avant l'assaut meurtrier du jeudi 26 janvier, lors d'un raid nocturne des forces d'occupation le 19 janvier 2023, Jawad Farid Bawaqna (57 ans), professeur et animateur de jeunesse dans le camp, et Adham Mohammed Bassem Jabarine (28 ans), militant du Jihad islamique palestinien, ont été tués et plusieurs personnes arrêtées.



Des portraits de Palestiniens tués par les forces israéliennes couvrent la porte d'un magasin dans le camp de Jénine, mars 2015. (Photo Ahmad Al-Bazz / Activestills)

Respectant l'engagement qu'il avait pris en recevant à deux reprises, en 2018 puis en février 2022, des délégations palestiniennes de Jalazone, Jean-Paul Vermot, le maire de Morlaix et président de la Communauté d'agglomération, a répondu à leur invitation de se rendre dans le camp de réfugiés, situé près de Ramallah en Cisjordanie. Une délégation de neuf personnes était sur place du 26 novembre au 2 décembre. Le maire de Morlaix, accompagné d'un élu de la ville et des maires de trois communes voisines, composaient cette délégation communautaire, accompagnés d'une ingénieure en génie civil et de trois membres de l'AFPS du Pays de Morlaix.



Le camp de réfugiés de Jalazone est coïncé entre Ramallah, « capitale » malgré elle, et la colonie Beit El, subventionnée par les amis de Donald Trump. (Photo Unrwa)

PARTENARIAT ENTRE MORLAIX COMMUNAUTÉ (FINISTÈRE) ET LE CAMP DE RÉFUGIÉS DE JALAZONE PREMIERS CONTACTS PROMETTEURS SUR LE TERRAIN

L'OBJECTIF de ce séjour était double. D'abord, prendre contact sur place avec tous les acteurs locaux qui, d'une manière ou d'une autre, sont concernés par la mise en œuvre d'un projet visant à améliorer l'accès à l'eau potable des 16 000 habitant·e·s du camp¹. Ensuite, faire en sorte que les élu·e·s qui se rendaient en Palestine pour la première fois puissent percevoir la réalité de l'occupation et le contexte général de ce qui, en France, est encore appelé « le conflit israélo-palestinien ».

Sur un temps finalement assez bref ont pu se tenir plusieurs rencontres préparées en amont avec le référent du projet spécialement délégué par le Comité populaire du camp. C'est lui qui nous fera une présentation particulièrement instructive des besoins de la population du camp dans le cadre d'un grave conflit d'usage de l'eau avec la colonie israélienne de Beit El dont les habitants puisent évidemment abondamment les premiers dans les réserves naturelles.

ASSOCIER TOUS LES PARTENAIRES.

Des rencontres instructives ont eu lieu avec des responsables de The Palestinian Water authority (PWA)², de l'agence de l'eau Jerusalem Water Undertaking³, basées à Ramallah, et avec des représentant·e·s de l'Unrwa, Manar Hassouneh, directrice de l'Office dans le camp ayant invité ses collègues de Jérusalem particulièrement en charge de l'eau et de l'assainissement.

Par ailleurs, les élu·e·s de Morlaix Communauté ont participé à deux autres rencontres officielles. L'une avec Majdi Khaldi, conseiller diplomatique

de Mahmoud Abbas et l'autre avec le ministre des Affaires locales (ou collectivités territoriales) Majdi Saleh. Ces visites de haut niveau ont pu avoir lieu grâce à Nasser Qatami, conseiller du Premier ministre palestinien. Ce conseiller (avec rang de ministre) est originaire du camp de Jalazone et faisait partie des deux délégations palestiniennes reçues à Morlaix à l'initiative conjointe de l'AJPF et de l'AFPS du Pays de Morlaix en février et novembre 2022.

La découverte approfondie des infrastructures du camp a donné lieu à une première évaluation de ce qu'il sera possible de faire (ou pas) dans le contexte si particulier d'un camp de réfugiés. Cela a permis également de prendre la mesure des difficultés techniques auxquelles sera confronté tout projet de construction d'un réservoir d'eau potable, en tenant compte notamment de la vétusté du réseau de distribution. Et aussi de poser des questions en amont de toute réalisation, telle que la prise en charge du traitement des eaux usées et de l'assainissement.

Mais ces premiers contacts ont surtout conforté les un·e·s et les autres dans l'idée qu'une coopération entre le camp de Jalazone et Morlaix Communauté est à la fois possible et souhaitable.

UNE DÉMARCHE DE LONG TERME.

L'AFPS du Pays de Morlaix se félicite des débuts plus que prometteurs de ce projet de coopération qu'il reste cependant à finaliser. C'est une démarche que notre Groupe local a initiée dès novembre 2020, quand nous avons sollicité pour la première fois le maire de

Morlaix et son équipe nouvellement élus sur le principe d'un partenariat possible entre la ville et le camp de Jalazone. Nous avons alors obtenu de leur part un accord de principe, suivi de plusieurs réunions et de l'accueil de deux délégations de responsables de camps palestiniens à Morlaix.

Puis, en mai 2022, lors d'une mission de l'AFPS du Pays de Morlaix à Jalazone, les intentions de la municipalité ont été l'objet d'une communication au Comité populaire qui a donné son aval sur le principe et sur l'objet de ce partenariat. Logiquement, ces contacts ont abouti au fait que l'AFPS

1. Morlaix Communauté a accepté de soutenir un projet de partenariat avec le camp de Jalazone dans le cadre de la coopération décentralisée France-Palestine mise en place par le ministère des Affaires étrangères et européennes pour les collectivités locales qui souhaitent y souscrire (voir nos articles dans les bulletins Réfugiés n° 17 et 18).
2. La PWA a été créée en 1995 par l'Autorité palestinienne dont elle est l'expression directe, c'est ainsi que les élu·e·s de Morlaix ont pu s'entretenir avec le ministre en charge de l'eau, Mazen Ghoneim. À cette occasion, l'ensemble de la délégation a été invitée à la cérémonie d'ouverture d'une conférence panarabe sur l'eau à Ramallah. L'opportunité pour les élu·e·s de croiser, le temps d'une photo, la ministre de l'Environnement Nisreen Tamimi et le Premier ministre palestinien Mohammed Shtayyeh.
3. Jerusalem Water Undertaking est une organisation non étatique qui gère les ressources hydriques de la Région centre de Cisjordanie. Elle est responsable de la distribution et de la qualité de l'approvisionnement en eau potable de la province, des infrastructures et des réseaux d'eau potable. À ce titre, elle est en charge de la production d'eau (pour 15 %)... et de l'achat d'eau à Israël (à 85 %).

accompagne la délégation d'élus en novembre, toujours pour servir de lien⁴. Ainsi, nous avons contribué à compléter le programme de rendez-vous officiels liés au projet avec Jalazone par des visites et des rencontres avec des militants de la société civile palestinienne permettant aux élus de percevoir la réalité de l'occupation et de ses conséquences pour les Palestiniens⁵.

LE RÔLE DE L'AFPS. Il faut insister sur l'importance du rôle de l'AFPS pour la mise en place de tels partenariats et sur le fait qu'accompagner des élus en Palestine reste déterminant dans leur engagement. Beaucoup d'obstacles, politiques, techniques ou financiers, peuvent faire échouer des projets qui sont de la responsabilité des collectivités locales. Il est d'autant plus indispensable que l'implication de l'AFPS à leur côté soit réelle pour encourager l'action des élus et populariser auprès d'un large public toute initiative qui a pour objectif d'affirmer concrètement la solidarité avec nos amis palestiniens.

Enfin, soulignons que le déplacement de délégations communes en Palestine trouve aussi son utilité dans le fait que des élus que nous avons l'habitude d'interpeller en tant qu'AFPS, sont susceptibles, après un tel voyage, de tendre une oreille plus attentive à nos demandes futures...

François RIPPE

4. Pour notre part, nous avons profité de ce nouveau passage à Jalazone pour rendre visite à l'équipe et aux enfants handicapés du Centre Al Karamah. Outre que les élus de Morlaix ont pu faire connaissance avec cette formidable équipe, nous avons aussi invité, pour sa première visite dans le camp, l'attaché de coopération humanitaire du Consulat général de France à Jérusalem. Avec lui et l'équipe du Centre, nous avons exploré quelques pistes possibles pour développer l'aide à l'accompagnement des personnes handicapées.

5. Après la visite indispensable du Musée Arafat à Ramallah, la découverte de Jérusalem a été complétée par une rencontre particulièrement instructive dans les locaux de The Civic Coalition for Palestinians Rights in Jerusalem avec le cartographe Khalil Tafakji sur l'histoire de la colonisation de la ville. À Bethléem, la visite du Musée Banksy est recommandée. Le fait de se rendre de Ramallah à Jérusalem puis à Bethléem et Beit Jala, en passant les checkpoints et en visualisant le mur qui défigure le territoire palestinien, est en soi une découverte impressionnante. Et quand les élus de Wadi Fukin, village agricole encerclé par deux colonies, racontent la confrontation quotidienne avec l'armée ou les colons, c'en est encore une autre !



Jean-Paul Vermot, maire de Morlaix, et Mahmoud Moubarak, responsable du Comité populaire du camp de Jalazone

DÉLÉGATION DE MORLAIX COMMUNAUTÉ DANS LE CAMP DE RÉFUGIÉS DE JALAZONE



Jean-Paul Vermot et Nathalie Bernard, maire de Plougasnou et vice-présidente du tourisme à Morlaix communauté, lors de la visite du Centre Al Karamah du camp de Jalazone.



Rencontre avec les représentants de l'Unrwa.



Réunion de travail entre la délégation morlaisienne et les membres du Comité populaire du camp de Jalazone.